

Études internationales



ROETT, Riordan (dir.). *Mercosur : Regional Integration, World Markets*. Boulder, Lynne Rienner Publishers, Inc., 1999, XI-139 p.

Yacine Adjerime

Volume 31, numéro 3, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704199ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704199ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Adjerime, Y. (2000). Compte rendu de [ROETT, Riordan (dir.). *Mercosur : Regional Integration, World Markets*. Boulder, Lynne Rienner Publishers, Inc., 1999, XI-139 p.] *Études internationales*, 31(3), 587–589.
<https://doi.org/10.7202/704199ar>

néoclassique pour rendre compte de l'émergence institutionnelle, des réformes structurelles encore à accomplir, et analyser les impacts/réactions des agents économiques concernés. Car enfin, sur la base de l'inventaire et de la remarquable synthèse des différentes ébauches théoriques de la transition proposées depuis l'effondrement du socialisme par les courants principaux de la pensée économique (discussion sur la nature des systèmes socialistes, références aux travaux régulationnistes, aux théories du socialisme de marché, aux thèses sur l'industrialisation), l'auteur en conclut à la possibilité d'un monde unique capitaliste. La transition est par définition temporaire, par conséquent il n'est pas nécessaire d'élaborer une théorie ; un jour, dont l'horizon est à définir, tout le monde sera sorti des difficultés. Cette approche à laquelle semble souscrire temporairement Marie Lavigne ne la convainc pas sur le fond. Quelle est la forme du capitalisme qui sera mise en place de l'Europe centrale et orientale à la Russie ? Les fondements de la crise et du système économique de la Russie rendent spécifique la société de ce pays et par là même sa transformation. Quelles formes institutionnelles vont prendre les ressorts monétaires et marchands ? Si Marie Lavigne admet la difficulté de l'élaboration d'une Théorie de la Transition globale, tous les éléments de cet ouvrage de référence montrent que l'auteur n'a pas cédé, qu'une réflexion entre le processus de transition et l'économie du développement est à engager dans le cadre d'une prochaine étape analytique.

ÉRIC BRUNAT

Vice Président de l'Université de Savoie
Faculté de Droit et d'Économie

Mercosur : Regional Integration, World Markets.

ROETT, Riordan (dir.). Boulder, Lynne Rienner Publishers, Inc., 1999,
XI-139 p.

L'histoire des faits économiques et sociaux de la seconde moitié du vingtième siècle aura été marquée par une ouverture significative des économies sur les marchés mondiaux – mouvement qui, depuis, a pris le nom de mondialisation. Ainsi, la croissance des échanges commerciaux a-t-elle connu un rythme deux fois plus élevé que celle de la production de biens et services. À cette tendance de fond, le phénomène de régionalisation, à travers la constitution de vastes ensembles régionaux, apparaît pour de nombreux observateurs comme une forme de régulation du commerce international. Au total, les échanges commerciaux internationaux s'organisent autour d'un double phénomène, un mouvement paradoxal sur un continuum entre mondialisation et intégration. Dès lors, il convenait de s'interroger sur la spécificité de ces « alliances régionales » et de leur insertion dans « l'économie-monde » – pour reprendre une expression chère à l'historien Fernand Braudel.

Ce livre – qui est en fait la somme de contributions originales de spécialistes du « cône sud-américain » – apporte un éclairage nouveau sur l'une d'entre elles : le Mercosur, « le Marché Commun du Sud ». L'ouvrage édité par Riordan Roett, professeur de sciences politiques à *The Paul H. Nize School of Advanced International Studies* (SAIS, *Johns Hopkins University*), loin de n'être qu'une énième description de la structure actuelle de ce vaste

marché régional qui regroupe le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, est une stimulante réflexion sur la nature profondément complexe de cette organisation. Né de la volonté de ces acteurs de créer un véritable marché commun, d'établir un tarif extérieur commun (TEC) et assurer une meilleure coordination des politiques macro-économiques et sectorielles, le Mercosur est aujourd'hui à la croisée des chemins. Si tous les auteurs s'accordent à constater que la structure du commerce intra-régional s'est considérablement modifiée depuis le Traité de Asunción de 1991 qui jeta les bases du processus d'intégration régionale entre nos quatre pays, au profit d'un accroissement des liens d'interdépendance commerciale et économique, les avis se penchent désormais sur l'évolution future de l'organisation régionale, sur deux dimensions principales : tout d'abord, la nature et le devenir des relations entre ses membres, puis l'avenir des relations extra-régionales, « entre blocs », essentiellement avec l'Association de libre-échange nord-américaine (ALENA) et l'Union européenne (UE).

Le Mercosur (à la manière de l'ancienne Communauté économique européenne, ancêtre de l'UE) n'est-il qu'une étape vers une organisation plus large (nouvelles adhésions, nouvelles compétences et prérogatives...)?

À cette question, les premières contributions du recueil proposent de répondre par une analyse des principales problématiques de développement auxquelles il se trouve confronté. Il s'agit, avant tout, pour Pedro da Motta Veiga, président de l'Association brésilienne pour l'étude des entreprises transnationales et de la

globalisation économique (SOBETT), de relever le caractère fortement hétérogène de l'ensemble régional. Les disparités des situations économiques entre les membres du Mercosur semblent être un trait discriminant effectif de celui-ci. Ainsi, est-il rappelé, pour illustration, que la contribution du Brésil au Produit National Brut (PNB) global de la zone considérée s'élevait approximativement à 70 % en 1995 ! Toute la question est donc de savoir dans quelle mesure et de quelles façons cette asymétrie structurelle peut être prétexte à l'exercice d'une hégémonie ? Dès lors, les principes d'une rétribution équilibrée des coûts et des bénéfices de l'intégration régionale entre ses membres peuvent être avancés. Il s'agit d'assurer autant que possible les conditions d'un jeu à somme non nulle. Là réside le premier antagonisme de l'alliance : jusqu'à quel point les uns peuvent-ils endurer les conséquences d'une gestion économique inefficace chez les autres ?

Dans la recherche d'une convergence, voire d'une harmonisation accrue des pratiques en matière de politiques macro-économiques, commerciales et industrielles, les auteurs soulèvent deux considérations majeures : 1) la nécessité de garantir un développement économique relativement homogène entre le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. Pour ce faire, Ricardo Markwald et João Bosco Machado, tous deux chercheurs associés au *Center for International Trade Studies Foundation* (FUNCEX), proposent la mise en œuvre d'une véritable politique industrielle communautaire dont le pilier principal serait la création d'un fonds régional affecté

aux restructurations des moyens de production – à l'image des fonds structurels européens – et l'objectif avoué la réduction des écarts de compétitivité (en matière de coût, mais aussi de qualité des produits,...) observés entre les industries des pays-membres. 2) La (re)définition du cadre institutionnel du Mercosur suppose quant à elle un large consensus sur les objectifs et les principes de fonctionnement du Mercosur. D'une union strictement douanière, le passage vers un espace dont le contenu politique et géostratégique serait renforcé, notamment à travers la constitution d'une politique étrangère et de sécurité commune, impliquera la refonte d'un ensemble de règles – souvent marquées du sceau des Histoires nationales – vers l'établissement d'une certaine supranationalité. Or l'Argentine et le Brésil, « vieux rivaux », sont-ils prêts à ce destin commun? Les auteurs rappellent, à juste titre, combien leurs « positions diplomatiques » respectives furent éloignées par le passé : la première plus soucieuse d'un dialogue bilatéral privilégié avec le géant américain, alors que le second préférait affirmer et consolider sa position de leader du continent sud-américain.

Les relations extérieures du Mercosur avec ses partenaires commerciaux font l'objet des dernières contributions du présent recueil. Les auteurs posent clairement les alternatives qui se présenteront aux membres du Mercosur d'ici quelques années : intégrer un plus vaste ensemble commercial régional, au risque de diluer quelque peu les chances d'une intégration politique, à travers soit un élargisse-

ment de son périmètre actuel aux autres pays de l'Amérique du Sud – notamment le Chili et la Bolivie –, soit son entrée au sein de la future « Free Trade Area of the Americas » (FTAA), dont les contours ont été dessinés pour la première fois lors du Sommet de Miami, en 1994, sous l'impulsion des États-Unis. Ou alors renforcer ses relations commerciales avec l'UE, premier investisseur au Mercosur sur la période 1990-1996, au-delà de l'accord-cadre de coopération inter-régionale, signé le 15 décembre 1995 à Madrid. Comme les auteurs le montrent, l'originalité de ce dernier est d'offrir les prémisses d'une nouvelle alliance, une organisation du « troisième type » dans le système international actuel, entre deux blocs commerciaux, qui ne soit pas seulement une simple zone de libre-échange, mais aussi un espace politique.

Cet ouvrage fort bien documenté – le lecteur appréciera notamment les nombreux tableaux qui décrivent l'état des relations commerciales régionales et « extra-Mercosur » – contribue à replacer le devenir du Mercosur non seulement dans une perspective commerciale et économique, mais aussi dans le cadre, plus vaste, d'enjeux géostratégiques. Un regret : la structure de livre, en « mosaïque », ne permet pas toujours d'assurer une certaine transversalité analytique et ainsi rendre la meilleure visibilité des prises de position dégagées dans chacune des contributions.

Yacine Adjérime

*Faculté des sciences de l'administration
Université Laval, Québec*